



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

La FAO et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Partenaires en matière de
sécurité alimentaire,
développement durable
et croissance économique



La FAO et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Partenaires en matière de sécurité alimentaire, développement durable et croissance économique

La FAO travaille en concertation étroite avec les pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour atteindre des objectifs de développement communs, en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, d'augmentation de la production agricole, de gestion des risques de catastrophes et de résilience, d'adaptation au changement climatique et de développement durable. Jusqu'à présent, ce partenariat a débouché sur de nombreux projets conjoints efficaces, dont plusieurs initiatives régionales visant à promouvoir l'agriculture familiale, à améliorer la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à promouvoir la sécurité alimentaire grâce à diverses initiatives régionales d'éradication de la faim (*Faim Zéro*). La FAO continuera à renforcer son partenariat avec les pays ACP, grâce à une collaboration continue avec les gouvernements et à la mise en œuvre de ses cadres de programmation par pays.



Collines en terrasses utilisées dans le cadre du Programme de gestion transfrontalière des agroécosystèmes, mis en œuvre par la FAO pour promouvoir la gestion durable des terres et atténuer les effets du changement climatique dans le bassin de la rivière Kagera. ©FAO/Giulio Napolitano

Domaines principaux d'activité

Agriculture familiale

L'agriculture familiale et la petite agriculture sont liées de façon indissociable à la sécurité alimentaire mondiale; elles contribuent à préserver les produits alimentaires traditionnels et favorisent un régime alimentaire équilibré tout en permettant de conserver la biodiversité agricole mondiale et d'utiliser durablement les ressources naturelles. Dans de nombreux pays ACP, l'agriculture familiale représente une part significative de la production du secteur – le pourcentage de terres cultivables exploitées pour l'agriculture familiale est de 85 pour cent en Asie et de 62 pour cent en Afrique. Lorsqu'elle est assortie de politiques spécifiquement axées sur la protection sociale et le bien-être des communautés, l'agriculture familiale offre des possibilités notables de stimuler les économies locales. La FAO a consacré beaucoup de temps, d'efforts et d'argent à promouvoir cette activité et elle continue à collaborer avec les gouvernements en vue d'élaborer des programmes et des politiques spécifiquement conçus pour répondre à leurs besoins. Non seulement la FAO a proclamé 2014 Année internationale de l'agriculture familiale, mais elle a lancé des initiatives régionales dédiées à l'agriculture familiale en Amérique latine et aux Caraïbes, en Europe et en Asie centrale, au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Changement climatique

L'évolution du climat fait peser une grave menace sur la sécurité alimentaire mondiale, le développement durable et l'éradication de la pauvreté. L'agriculture, les pêches, la foresterie et les systèmes alimentaires doivent être transformés en profondeur pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire mondiale et du changement

climatique. L'adaptation du secteur de l'agriculture, des pêches et des forêts, en particulier l'amélioration de la résilience des systèmes de production et des communautés locales qui en dépendent, est d'une importance cruciale pour faire face aux changements climatiques annoncés. La FAO concentre ses efforts sur l'adaptation et l'atténuation dans l'ensemble du secteur agricole et préconise une meilleure gestion des synergies et des arbitrages entre ces deux types de mesures. Dans les régions de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la FAO s'efforce, en concertation avec les gouvernements et avec des partenaires, d'identifier des technologies innovantes et des pratiques appropriées dans les sous-régions pour faire face aux effets négatifs du changement climatique, tout en réduisant la contribution des activités agricoles, en particulier de l'élevage, de l'aquaculture et des déboisements, aux émissions de gaz à effet de serre.

Résilience

Les catastrophes naturelles peuvent détruire des vies et balayer en quelques heures ou même en quelques secondes des années de développement.

Les populations de la planète sont de plus en plus exposées à des dangers naturels (sécheresse, inondations, ouragans, tremblements de terre, épidémies, etc.), à des crises d'origine anthropique (chocs socio-économiques, conflits, etc.) et à des situations d'urgence prolongées (situations d'urgence complexes et prolongées combinant au moins deux aspects des crises évoquées ci-dessus). Les populations qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture sont souvent les plus durement touchées lorsqu'une crise ou une catastrophe frappe et risque de mettre en péril leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. La FAO s'efforce d'améliorer la résilience des populations et de leurs moyens d'existence, en mettant en œuvre une stratégie reposant sur quatre piliers: i) renforcement de l'environnement; ii) surveillance et protection; iii) analyse des risques et de la vulnérabilité; et iv) préparation et réponse. L'Organisation a aussi lancé des initiatives régionales centrées sur le renforcement de la résilience face aux catastrophes et aux crises dans les zones arides d'Afrique, ou sur l'amélioration de la résilience pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Réponse de la FAO au cyclone tropical Pam à Vanuatu

Le cyclone tropical Pam a dévasté Vanuatu le 13 mars 2015. La tempête de catégorie 5 s'est accompagnée de vents soufflant à 250 km/h, de pluies diluviennes et d'inondations qui ont déplacé des milliers de personnes, emporté des maisons, détruit des infrastructures critiques et dévasté les cultures. Ces pertes ont imposé de terribles épreuves, en particulier parmi les 80% d'habitants de Vanuatu qui sont tributaires de l'agriculture. Le cyclone n'a pas seulement détruit les récoltes, il a aussi emporté sur son passage les stocks de produits alimentaires et de semences. Dans toutes les provinces, une grande partie de la population sera privée d'aliments de base de la fin du mois de mars jusqu'à la mi-juin au moins, lorsque les cultures à croissance rapide pourront être récoltées, ce qui suppose que les semis démarrent immédiatement.

La FAO travaille avec le Pôle pour la sécurité alimentaire et l'agriculture de Vanuatu, qui conduit une réponse intégrée du gouvernement et de la communauté internationale, en vue de rétablir la capacité de production agricole et de reconstruire les moyens d'existence des populations, ainsi que de renforcer la résilience du pays face aux événements climatiques extrêmes. Dans l'immédiat, la FAO mobilise un appui pour fournir des semences, des équipements agricoles et une expertise technique, et elle collabore avec le gouvernement pour remettre le secteur agricole sur pied.



*Piège à poissons dans la commune de Pango, sur l'île d'Efate, Vanuatu.
©Phillip Capper/
Flickr: flissphil*

Le travail de la FAO dans les pays ACP

Afrique du Sud

La FAO demeure un partenaire essentiel et stratégique pour atteindre les priorités fixées par le gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. L'Organisation fournit une assistance technique aux ministères et aux départements compétents en matière d'agriculture et de développement rural et les programmes mis en œuvre sont principalement financés par le gouvernement. L'action de la FAO en Afrique du Sud est centrée sur des activités à valeur ajoutée de haut de gamme qui produisent des connaissances et des informations utiles pour les politiques et les programmes, ainsi que sur des activités axées sur la coopération Sud-Sud et sur le développement des communautés locales. Actuellement, le principal défi pour le secteur agricole du pays découle du caractère dualiste de l'économie agricole, constituée d'un secteur commercial bien développé et d'un secteur principalement axé sur la subsistance dans les zones rurales. L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un objectif de développement majeur du gouvernement, en particulier pour lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages. Dans les années à venir, la FAO et le gouvernement se concentreront sur les objectifs stratégiques de la politique de sécurité alimentaire et de nutrition, de façon à garantir la disponibilité et l'accessibilité d'aliments sains et nutritifs, à des prix abordables, au niveau national et au niveau des ménages. Cette politique a pour but de réduire à zéro l'incidence de la faim aiguë et chronique d'ici à 2030, et ce faisant de contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Angola

La FAO collabore activement avec le Gouvernement angolais dans plusieurs domaines prioritaires, dont l'agriculture familiale, la coopération Sud-Sud et l'appui aux femmes rurales. L'Organisation fournit aussi une assistance technique ciblée pour la mise en œuvre du Plan d'action et de la feuille de route du gouvernement pour le Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025. Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, la FAO et la Coopération brésilienne collaborent avec le ministère de l'agriculture en vue de mettre en place un programme national axé sur le développement de l'agriculture familiale à court et moyen terme, et mettent en œuvre un projet de renforcement des programmes de recherche à l'Institut de recherche agronomique et à l'Institut de recherche vétérinaire. La FAO a également fourni une assistance technique ciblée pour promouvoir l'aquaculture, un sous-secteur en expansion qui offre un potentiel important pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En partenariat avec le gouvernement et l'ONG internationale People in Need, la FAO met en œuvre dans la Province

de Bie un programme d'alimentation scolaire basé sur l'utilisation de produits alimentaires locaux, qui devrait ultérieurement être étendu à l'ensemble du pays. La FAO collabore aussi avec plusieurs ministères pour diffuser des informations sur l'éducation nutritionnelle par les canaux de communication publics et privés.

Antigua-et-Barbuda

En vue d'atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixé en matière d'éradication de la faim, le pays a adhéré au défi Faim Zéro lancé en juin 2012 à la Conférence Rio+20. Des poches de dénutrition, avec retards de croissance et cachexie, ont été signalées chez les enfants à Antigua-et-Barbuda. La FAO collabore avec le gouvernement pour concevoir et mettre en œuvre conjointement une série d'actions coordonnées, cohérentes et efficaces afin d'éliminer la faim en l'espace de deux ans. À l'issue de la période d'évaluation initiale, deux programmes d'action prioritaire ont été identifiés: une initiative de jardins potagers familiaux et un programme d'alimentation scolaire. Des progrès significatifs ont déjà été accomplis avec la création de 500 potagers familiaux et une extension du programme d'alimentation scolaire à toutes les écoles du pays. L'Initiative Faim Zéro est mise en œuvre en conjonction avec les trois grands axes thématiques précédemment identifiés par le gouvernement et la FAO, à savoir: i) intensification durable des cultures à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition; ii) gestion durable des forêts et des arbres; et iii) gestion durable des ressources en eau et en terres.

Bahamas

L'État des Bahamas est membre de la FAO depuis 1975, et son partenariat avec l'Organisation est actuellement axé sur trois domaines prioritaires: i) la gestion durable des ressources halieutiques; ii) la gestion durable des forêts; et iii) le renforcement des échanges de produits agricoles. Aux Bahamas, le Ministère de l'environnement considère le développement du secteur forestier comme une priorité nationale. Les forêts naturelles de pins sont une importante ressource naturelle inexploitée. La production et l'utilisation du bois d'œuvre permettront tout à la fois de réduire la dépendance des Bahamas à l'égard des importations, de retenir des ressources financières dans le pays et de créer des emplois. La législation pertinente a été promulguée et des dispositions administratives et financières ont été prises pour mettre en œuvre un programme de gestion forestière. La FAO met actuellement en œuvre un projet de coopération technique sur l'île d'Abaco, en vue d'un programme pilote de gestion durable des forêts naturelles de pins, qui couvrent 180 000 hectares. Le projet renforce les capacités du personnel de terrain, afin qu'il puisse gérer et suivre efficacement les opérations forestières sur le terrain en étant informé des pratiques d'exploitation forestière durable.



Femme ramenant chez elle un sac de semences, obtenu dans un centre de distribution de la FAO au Burkina Faso. ©FAO/Issouf Sanogo

Barbade

La Barbade est membre depuis 1967 de la FAO qui conduit des activités dans le pays pour renforcer les communautés rurales. En concertation avec le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, des pêches et des ressources en eau, la FAO a élaboré un cadre de programmation, qui guidera l'action à la Barbade jusqu'à la fin 2016, et qui est inspiré de la Stratégie de développement national à moyen terme du pays. Le cadre identifie quatre domaines prioritaires: i) sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments; ii) renforcement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture et de la pêche; iii) développement durable des ressources agricoles et halieutiques; et iv) santé agricole et sécurité sanitaire des aliments. Parmi les nombreux projets en cours dans le pays, on peut citer une initiative visant à réduire les pertes après-récolte tout au long de la chaîne alimentaire dans la sous-région de la Communauté et du marché commun des Caraïbes (CARICOM); cette initiative repose sur le renforcement de la chaîne d'intervenants et de prestataires de services, et sur une sensibilisation accrue des autorités de la région. Une autre initiative est en cours pour renforcer l'élevage de petits ruminants, et ce faisant accroître la sécurité alimentaire et la nutrition. Le projet renforce les capacités des éleveurs en matière d'alimentation, de reproduction, d'hébergement et de soins des animaux, et devrait en fin de compte favoriser le développement à long terme de la filière.

Belize

Le Belize, membre de la FAO depuis 1983, reçoit un appui de la FAO dans quatre domaines prioritaires: i) agriculture, pêches, foresterie et développement rural durables; ii) innovations dans le domaine de la sécurité

alimentaire et de la nutrition; iii) normes nationales de santé agricole, sécurité sanitaire et qualité des aliments; et iv) adaptation au changement climatique et réduction des risques. Voici quelques exemples des activités récentes: aide au gouvernement pour la formulation d'une politique de vulgarisation nationale et d'une politique et d'un plan stratégique nationaux en matière d'irrigation; un projet de fourniture d'intrants pour la relance rapide de la production alimentaire locale, dans le cadre de l'initiative de la FAO liée à la flambée des prix alimentaires; production de légumes biologiques; amélioration de l'entreposage après-récolte; un programme coordonné de verdissement des agrumes; et aide aux agriculteurs à faible revenu afin qu'ils adoptent de nouveaux systèmes d'agriculture durable. La FAO aide aussi une ONG locale à évaluer l'ampleur de l'exploitation illégale de la forêt Chiquibul, la plus précieuse du Belize par sa taille et sa richesse en ressources naturelles et culturelles, et à y remédier.

Bénin

Après le débordement du fleuve Niger en août 2013, la FAO a fourni un appui aux familles d'agriculteurs du nord du pays qui ont perdu leurs récoltes, leur bétail et leurs fonds de pêche. Le programme d'intervention d'urgence visait à promouvoir le développement à long terme de la zone au-delà de la période de crise immédiate. Outre à fournir des semences de qualité, des engrais, des équipements agricoles, des infrastructures d'entreposage et une formation sur les nouvelles technologies et les activités après-récolte, l'assistance de la FAO incluait une campagne de sensibilisation aux principes des Bonnes pratiques agricoles (BPA), ainsi que des ateliers sur la résilience à l'intention des

membres des communautés et des autorités locales. Les séances de formation portaient sur l'utilisation des fonds de résilience et de renforcements structurels (ex: silos) pour se préparer à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes dont la fréquence et la gravité se sont accrues sous l'effet du changement climatique.

Botswana

La FAO joue un rôle majeur dans le développement du secteur agricole au Botswana grâce à son programme de pays, qui comprend des opérations d'urgence, des activités de formation, la formulation de projets et de programmes et une aide au développement. Dans le projet relatif à la chaîne de valeur agricole au Botswana (BAVC), la FAO cherche à renforcer le développement durable et la compétitivité des filières agro-alimentaires du pays sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, par un appui technique à la conception et à la réalisation d'études des chaînes de valeur de produits agricoles sélectionnés (ex: viande bovine). L'assistance de la FAO a également été axée sur l'évaluation des obstacles non tarifaires au commerce; l'évaluation des besoins du secteur des pêches; et l'élaboration d'un plan stratégique pour le tout nouveau Département de la promotion des entreprises agricoles.

Burkina Faso

Après la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel, la FAO a aidé des ménages vulnérables du Burkina Faso à renforcer la résilience de la production maraîchère. La FAO a distribué à 1 550 ménages des semences de

légumes, des engrais, des équipements phytosanitaires, des arroseurs, des plantules de moringa et des plants de papayer. Environ 1 325 agriculteurs, dont près de la moitié de femmes, ont aussi bénéficié d'une formation sur les Bonnes pratiques agricoles (BPA), alors que 155 autres agriculteurs, dont 92 femmes, recevaient une formation en éducation nutritionnelle. Le programme a accru la production de légumes et généré des revenus supplémentaires grâce à la vente des excédents de production. La formation en éducation nutritionnelle a permis non seulement d'accroître les disponibilités de légumes, mais aussi de diversifier les régimes alimentaires des ménages bénéficiaires.

Burundi

L'agriculture est le pilier de l'économie du pays: elle est pratiquée par plus de 90 pour cent de la population sur environ un million d'exploitations familiales. Le gouvernement et la FAO collaborent pour améliorer les performances du secteur en augmentant la productivité et la production de manière durable. Le programme de la FAO au Burundi est axé sur quatre priorités stratégiques: i) professionnalisation et intensification de l'agriculture, y compris appui aux associations et coopératives de producteurs, renforcement des chaînes de valeur et développement de la production de cultures, d'animaux d'élevage et de ressources halieutiques à haute valeur marchande et champs-écoles de producteurs; ii) gestion durable des ressources naturelles, y compris cartographie de la dégradation des terres, promotion d'activités intégrées de gestion des



Une école pratique d'agriculture en République centrafricaine. ©FAO/Riccardo Gangale

bassins versants et appui à l'élaboration de la stratégie nationale REDD+; iii) gestion de l'information et des statistiques agricoles pour une prise de décision éclairée, incluant analyse et suivi du système d'alerte rapide et de suivi en matière de sécurité alimentaire; et iv) appui à la planification stratégique et à la coordination du secteur, en soutenant l'élaboration et la consolidation d'un cadre juridique, en renforçant la capacité de coordination des politiques agricoles et environnementales et en harmonisant les politiques de la sous-région.

Cabo Verde

La FAO aide actuellement le Cabo Verde à mettre sur pied des chaînes de valeur agricoles dans les zones rurales. L'objectif est de réduire la pauvreté rurale en créant le plus possible d'emplois dans les zones rurales et en mettant en place une base économique plus solide pour soutenir les moyens d'existence ruraux actuels, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et des pêches. L'approche adoptée à cette fin consistera à élargir la base productive en milieu rural et à créer des liens fonctionnels avec les marchés afin de faciliter l'accès des producteurs agricoles locaux au marché intérieur (ex: initiatives d'éco-tourisme et accès au marché de niche des produits frais de qualité pour le secteur du tourisme).

Cameroun

La région de l'extrême-nord du Cameroun est densément peuplée et très vulnérable à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans cette région, la production alimentaire est à peine suffisante pour couvrir les besoins de la population. L'intervention de renforcement de la résilience mise en place par la FAO dans la région a pour principal objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et de protéger les moyens d'existence des populations vulnérables en stimulant la production céréalière grâce à la fourniture de semences améliorées et d'outils et à des activités de formation. Dans les régions côtières du pays, la FAO s'efforce de préserver les écosystèmes de mangrove actuellement menacés par les pressions exercées au nom du développement et par les pratiques de gestion et de récolte non durables adoptées par les communautés locales. Ces mangroves sont précieuses à la fois parce qu'elles contribuent aux moyens d'existence des populations locales et parce qu'elles contiennent une diversité biologique importante pour la planète. La FAO a renforcé la protection et réduit la dégradation en facilitant la coordination intersectorielle et en aidant les communautés locales à se réorienter vers des activités économiques propres à améliorer leurs moyens d'existence et à contribuer à la conservation des mangroves.

Comores

L'appui de la FAO aux Comores consiste principalement à mettre à disposition son expertise pour le

redressement et la revitalisation du secteur agricole et rural. L'Organisation aide à créer des emplois stables et rémunérateurs en milieu rural afin d'augmenter les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales. Par ailleurs, le projet sera doté d'une stratégie spécifique pour promouvoir une production agricole efficace et garantir la sécurité alimentaire, et pour favoriser l'émergence de petites et moyennes unités de production agricole.

Congo

La FAO aide le Gouvernement de la République du Congo à diversifier et industrialiser son économie et à améliorer sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette collaboration est axée en priorité sur le développement du secteur agricole. Le cadre de programmation de pays est axé sur trois domaines prioritaires: i) modernisation de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture à petite échelle; ii) renforcement de l'appui au développement durable et à l'atténuation des effets du changement climatique; iii) promotion des organisations de la société civile (OSC) et des groupements de producteurs. Les initiatives récentes comprennent le lancement de la phase préparatoire du recensement général de l'agriculture et de l'élevage, la formulation du Programme national en faveur de l'investissement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), un projet conjoint FAO-PAM d'appui aux petits exploitants, et un appui continu aux programmes de développement de l'irrigation et de la culture du manioc. Des experts techniques de la FAO ont aussi contribué à la formulation de la politique forestière nationale et à la mise en œuvre du programme REDD+, ainsi qu'au suivi du Système de mesure, notification et vérification de la gestion intégrée, participative et communautaire des mangroves. Sous la direction de la FAO, une étude générale de la situation des OSC et des groupements de producteurs a été réalisée afin de déterminer les initiatives de renforcement des capacités qui pourraient permettre à ces organisations de contribuer efficacement au processus de développement national.

Côte d'Ivoire

L'agriculture est un moteur important de la croissance économique en Côte d'Ivoire, puisque les deux tiers des ménages ivoiriens vivent de cette activité. Au sortir d'une crise politique et d'une flambée des prix alimentaires, le pays s'efforce à présent de reconstruire son secteur agricole. La FAO aide les rapatriés et les communautés qui ont accueilli des réfugiés et des personnes déplacées à remettre sur pied la production agricole et, ce faisant, à réduire les taux de malnutrition qui sont alarmants dans le pays. Des initiatives spécifiques fournissent aux familles d'agriculteurs, en particulier aux rapatriés et aux familles d'accueil, des kits agricoles pour la culture du maïs, du riz de montagne et de plaine et des légumes, afin de leur permettre de semer en temps voulu. La FAO



Un travailleur dans une coopérative d'agriculture périurbaine à Cuba.
©FAO

fournit aussi un appui à la production communautaire de semences, pour que tous les agriculteurs du pays aient accès à une source fiable de semences de qualité. Le pays encourage fortement la création de nouvelles opportunités permettant aux paysans sans terre de vivre de l'agriculture, qu'il s'agisse de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles ou de l'élevage de bétail. De la même manière, la FAO soutient les mères d'enfants souffrant de malnutrition, par le biais de centres de nutrition villageois.

Cuba

Cuba est un des 19 pays d'Amérique latine qui ont participé à la réunion de création de la FAO en 1945. Depuis, le pays a contribué aux nombreuses actions en faveur de l'élimination de la faim et de la sécurité alimentaire, qui relèvent du mandat de l'Organisation. Les activités mises en œuvre par la FAO dans le pays visent spécifiquement à répondre aux demandes qui lui ont été soumises par le Gouvernement cubain pour résoudre les problèmes du secteur de l'agriculture, de la foresterie et des pêches. Ensemble, la FAO et le gouvernement ont défini quatre grands axes sur lesquels seront concentrés les efforts de l'Organisation. Le premier et le plus important: la production durable de vivres, de semences et d'aliments pour animaux. La FAO s'efforce d'aider Cuba à réduire sa facture d'importations alimentaires, grâce à une utilisation plus efficace des terres et à une augmentation de la production agricole intérieure. Le second est l'adaptation au changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles; le troisième, la santé, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Enfin, la FAO aide Cuba à remplir son rôle dans le cadre du Programme de coopération Sud-Sud. Cuba a travaillé directement et avec succès avec des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de l'alimentation. La FAO organise les missions de techniciens et d'experts cubains dans des pays hôtes. En 2013, Cuba a fait partie des 16 pays qui ont atteint l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées.

Djibouti

Dans un projet récemment achevé, la FAO a aidé à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à rétablir les moyens d'existence des ménages et des petits exploitants agricoles touchés par la sécheresse à Djibouti. L'initiative consistait à remettre en état ou à construire quatre points d'eau et cinq citernes souterraines dans les régions de Dikhil et d'Obock; à distribuer 465 conteneurs de plastique pour permettre à 400 ménages tributaires de l'élevage de stocker l'eau; et à organiser des ateliers de travail sur la gestion communautaire et le traitement de l'eau à des fins domestiques. Le projet a élargi l'accès à l'eau à Djibouti, ce qui a contribué à réduire un peu la mortalité du bétail, à accroître la production vivrière dans

les potagers des familles bénéficiaires et à leur permettre d'obtenir un revenu de la vente de leurs excédents. Il a également renforcé les mécanismes de survie adoptés par les bénéficiaires du projet, en particulier pendant la saison de soudure.

Dominique

La FAO et le Gouvernement dominicain continuent à travailler ensemble pour atteindre leurs objectifs communs qui sont d'éliminer la faim et de développer l'agriculture durable, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement rural, la santé et la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et végétale, et la gestion des risques associés au changement climatique. Déjà connue comme *l'île nature*, la Dominique revendique aussi clairement l'appellation d'île bio. La FAO aide le pays à se rapprocher de cet objectif en soutenant le Mouvement dominicain d'agriculture biologique (DOAM), une ONG regroupant des producteurs et des négociants spécialisés dans les produits alimentaires issus de l'agriculture biologique. DOAM coordonne des programmes et des activités visant à développer la filière biologique locale et à promouvoir une commercialisation efficace des aliments d'origine biologique certifiée, aux niveaux local, régional et international. La FAO aidera à établir un Plan d'action à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique, tenant compte de l'environnement local et des expériences et des pratiques optimales d'autres mouvements bio des Caraïbes. Le programme de la FAO visant à assurer la sécurité alimentaire en favorisant l'agriculture commerciale (FSCA) a aussi permis de développer la filière ananas dans le pays.

Érythrée

Le programme de la FAO en Érythrée a été lancé en 1992 et le bureau de la FAO dans le pays est pleinement opérationnel depuis 1995. L'Érythrée souffre d'une insécurité alimentaire chronique, aggravée par des sécheresses récurrentes. La FAO collabore avec le gouvernement dans le cadre de plusieurs projets d'aide d'urgence en cas de catastrophes ou d'amélioration de la résilience et d'autonomisation économique grâce à l'agriculture. Les domaines prioritaires sont les suivants: augmentation de la production agricole grâce à une expansion des terres cultivées, augmentation des rendements et promotion de la production de cultures à haute valeur marchande pour l'exportation et la consommation intérieure; ii) amélioration et augmentation de la production de bétail et de produits dérivés, grâce à un diagnostic précis et rapide des maladies animales et à leur traitement immédiat; iii) augmentation de la productivité, de la rentabilité et de la compétitivité du secteur des pêches maritimes pour accroître les recettes en devises provenant des exportations de poissons et de produits de la mer; iv) renforcement des capacités institutionnelles en matière de réduction et de gestion des risques de



Un agriculteur des îles Cook inspecte ses bananiers. ©FAO/Sue Price

catastrophes; v) gestion, conservation et utilisation appropriées des ressources naturelles; et vi) examen et mise à jour des cadres politiques et législatifs pour répondre aux besoins du secteur. Les initiatives en cours de la FAO dans le pays comprennent l'intégration de cultures fruitières des zones tempérées dans des unités de production irriguées des hauts plateaux érythréens; le rétablissement des moyens d'existence et le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages touchés par la sécheresse dans les régions du nord et du sud de la mer Rouge, grâce à la création d'unités de production familiale de volailles de basse-cour; la mise en place d'un centre de formation à la production laitière au Collège agricole de Hamelmalo, et la formulation du projet d'horticulture urbaine et péri-urbaine.

Éthiopie

La FAO et d'autres partenaires de développement ont soutenu les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté, la faim et la malnutrition. Les activités de la FAO visent à créer un environnement



Un agriculteur, qui bénéficie du projet de la FAO en Éthiopie axé sur la promotion de la production de fruits dont des figues de barbarie, trie ses plants. ©FAO/Astrid Randen

favorable pour que l'agriculture contribue de façon significative à l'amélioration des moyens d'existence de tous les Éthiopiens, et plus particulièrement des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. Les trois domaines d'intervention prioritaires sont les suivants: i) productivité et compétitivité de l'agriculture; ii) développement et gestion durables des ressources naturelles; et iii) amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au cours de la décennie écoulée, la FAO a mis en œuvre, à la demande du gouvernement, plus de 100 projets centrés en particulier sur le déficit hydrique et les zones pastorales. La FAO a aidé l'Éthiopie à améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole en permettant aux petits exploitants de s'engager dans la production de semences améliorées, en fournissant un appui au gouvernement pour l'achat de semences améliorées, et en remettant en état les petits périmètres d'irrigation.

Fidji

On estime à 54 000 et à 200 000 respectivement le nombre d'agriculteurs directement et indirectement affectés par les effets dévastateurs du cyclone Evan. La FAO aide le gouvernement à remettre sur pied la production agricole dans les zones touchées, à reconstruire les moyens d'existence agricoles en renforçant la résilience et l'autosuffisance des personnes et des communautés rurales concernées. La FAO fournira du matériel végétal de plantes racines, des engrais et des produits chimiques pour accroître la production vivrière, ainsi que des graines de légumes pour obtenir un revenu rapide et améliorer la nutrition. Par ailleurs, la FAO mettra au point un outil d'évaluation des récoltes à utiliser dans les situations d'urgence agricoles.

Gabon

Depuis 2011, la FAO aide le Gabon à rétablir les rendements en manioc, en dispensant une formation aux agriculteurs qui produisent pour leur subsistance, les plus touchés par l'insécurité alimentaire, pour les mettre mieux à même de prévenir les maladies du manioc, d'atténuer les risques, de s'y préparer et de traiter ces maladies lorsqu'elles sont détectées dans la région. Outre à distribuer des variétés de manioc améliorées aux agriculteurs, la FAO a aussi formé des agents de vulgarisation à l'identification des maladies et des ravageurs du manioc, mis en place des champs-écoles de producteurs pour diffuser les techniques permettant d'augmenter la production, et aidé les agriculteurs à obtenir un revenu supplémentaire de la vente de leurs excédents de production. Dans la région du centre du pays, la FAO a aidé à formuler un plan stratégique pour définir ses domaines d'intervention prioritaires de 2012 à 2017. Les actions prioritaires consisteront entre autres à mettre en place une politique agricole cohérente soutenue par des investissements efficaces pour accroître la production agricole, ainsi qu'à promouvoir des pratiques de gestion durable des forêts.

Gambie

La FAO continue à aider le Gouvernement gambien à relever les défis du secteur agricole et elle a facilité la formulation de politiques et de mesures générales pour accélérer la production agricole, stimuler les performances du secteur et renforcer les exportations et le commerce. La FAO a dirigé le processus de formulation de la politique relative à l'agriculture et aux ressources naturelles (PRAN) visant à renforcer la compétitivité de l'agriculture en l'axant sur le marché. La FAO a fourni une assistance au gouvernement pour la formulation du Plan national d'investissement agricole de la Gambie (PNIAG 2011-2015) qui concrétise les priorités agricoles du pays dans des programmes d'investissement finançables. Pour relever certains défis spécifiques au secteur agricole, la FAO a soutenu le gouvernement en formulant et en mettant en œuvre des programmes de coopération technique. Ces programmes



Des éleveurs de chameaux à Fada, au Tchad, où la FAO a mené des opérations de contrôle contre les populations de criquets pèlerins.
©FAO/Carl de Souza

prévoient l'introduction de silos métalliques, l'élaboration de projets pilotes d'aquaculture, et la promotion de l'éducation nutritionnelle grâce à l'incorporation de questions relatives à la nutrition dans les programmes scolaires.

Ghana

En deux décennies le Ghana est devenu une démocratie stable et mature et la FAO est fière d'avoir contribué à cette évolution positive. En collaboration avec les ministères, départements et institutions du pays, la FAO a élaboré un cadre qui lui sert de guide pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs dans le secteur agricole. Ce cadre identifie trois domaines prioritaires sur lesquels doivent être concentrés ses efforts jusqu'en 2016, à savoir: la sécurité alimentaire et la nutrition; l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles; et le développement rural et la résilience des moyens d'existence. De nombreux projets ont été mis en œuvre pour atteindre ces objectifs. Ainsi, le Programme Block Farming for Change a été élaboré pour aider 315 femmes à cultiver en blocs des haricots, des arachides et du riz de montagne. Un Mécanisme pour le programme forestier national a été conçu. L'Association des jeunes de Larabanga a été créée pour instruire et aider les petits producteurs de lapins. Même avant le cadre de programmation actuel, la FAO jouait un rôle actif dans le cheminement du Ghana vers la sécurité alimentaire. En 2009, la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies ont uni leurs forces pour améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel dans les trois régions du nord du pays, grâce au Fonds fiduciaire

des Nations Unies pour la sécurité humaine. L'initiative comprenait des projets de protection sociale basés sur des reboisements et la construction de systèmes d'irrigation et de petits barrages. Par ailleurs, en 2010, le Ghana a été sélectionné avec deux autres pays pour un projet conjoint FAO/Finlande visant à élaborer un logiciel open source d'enregistrement foncier. Le Projet OSCAR (Open Source Cadastre and Registration) a été la première initiative sérieuse d'utilisation de systèmes open source dans des pays en développement.

Grenade

La collaboration de la FAO avec le Gouvernement de la Grenade est axée sur plusieurs domaines stratégiques prioritaires, à savoir: i) la mise en place d'un système de gestion des risques pour le secteur agricole; ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition; iii) l'augmentation des disponibilités de semences de qualité certifiées dans le pays; iv) le renforcement de la santé agricole et de la sécurité sanitaire des aliments; v) l'appui à la réduction des risques et le changement climatique; et vi) la lutte contre les maladies transfrontières. Dans un projet mis en œuvre dans le pays, la FAO a fourni des équipements et facilité le processus d'appel d'offres pour la construction d'un abattoir gouvernemental dans le cadre d'un programme de réaménagement urbain à Grenville. L'abattoir, érigé sur les terrains de l'École d'agriculture, est censé pouvoir traiter 55 petits et gros ruminants par jour. Il a été conçu suivant les directives de la FAO pour la construction de petits abattoirs. L'assistance de la FAO contribue à la production durable de viandes conformes



Un pêcheur, son filet à la main, sur une plage de la Grenade. ©FAO/Giuseppe Bizzarri

aux normes internationales les plus élevées, pouvant être écoulées sur le marché intérieur pour répondre à la demande de consommation des résidents nationaux et des touristes. Le développement de ce marché incitera davantage de producteurs à intensifier leurs opérations d'élevage, ce qui contribuera à réduire les importations de viandes et de produits carnés.

Guinée

La sécurité alimentaire demeure une priorité absolue pour la FAO et le Gouvernement guinéen. Le Ministère de l'agriculture a sollicité un appui de la FAO pour la formulation d'un cadre de programmation de pays pour 2013-2017. Au cours de son élaboration, trois domaines de coopération prioritaires ont été mis en évidence: renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; renforcement de la gouvernance du secteur agricole; prévention et gestion des risques de crises alimentaires et de catastrophes naturelles, et adaptation au changement climatique. La FAO a aussi dispensé une formation en aquaculture aux pisciculteurs guinéens, dans le cadre d'ateliers techniques. La formation, conduite en institut et sur le terrain, a considérablement amélioré les aptitudes des pisciculteurs locaux. Mis à part ces derniers, les ateliers ont réuni des producteurs d'aliments pour poissons et des vulgarisateurs venus de toutes les zones de la Guinée Forestière ou issus de la nouvelle Direction nationale de la pisciculture.

Guinée-Bissau

La FAO soutient la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Guinée-Bissau, par la création d'une

Agence de coordination pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la promotion du droit à la nourriture dans le pays. Dans ce contexte, la FAO a fourni une assistance technique pour la mise en œuvre de deux projets locaux visant à accroître durablement la production aquacole et à promouvoir l'agriculture familiale en Guinée-Bissau. La FAO a aussi guidé le Gouvernement dans l'élaboration d'une politique nationale de nutrition, adoptée en février 2014, et d'un Plan stratégique multisectoriel en faveur de la nutrition (en cours d'exécution). Par ailleurs, la FAO a fourni un appui technique et financier en vue d'une révision des lois et de la réglementation destinée à promouvoir une gouvernance responsable des régimes fonciers. Cet appui a débouché sur une révision du Programme national d'investissement agricole (PNIA) approuvé en décembre 2013, qui aborde désormais de nouvelles questions comme la parité dans l'agriculture, le changement climatique, la nutrition, la résilience et la gestion des risques de catastrophe.

Guinée équatoriale

La collaboration entre la FAO et le Gouvernement de la Guinée équatoriale est axée sur trois domaines prioritaires: i) augmentation de la production, diversification alimentaire et gestion des ressources naturelles; ii) commercialisation, transformation et finances rurales; iii) renforcement des capacités institutionnelles. En coordination avec plusieurs experts des Ministères de l'agriculture, des pêches et de l'environnement, de la santé, des affaires sociales et de la parité, la FAO a récemment contribué à l'élaboration d'un Programme national pour la sécurité alimentaire (PNSA). Les autres

projets en cours portent sur le développement de l'aviculture familiale, et la formulation d'un programme de recensement agricole, à assurer conjointement avec le recensement général de la population. La FAO fournit aussi un appui technique au Ministère des pêches et de l'environnement pour un nouveau projet visant à obtenir des informations scientifiques sur l'état des stocks de poissons dans les eaux territoriales. Cette initiative quadriennale, d'un coût de 4 millions d'USD, couvre les zones maritimes de Bioko, la région continentale et Annobon, et constitue un étape cruciale dans l'histoire du développement du secteur des pêches dans le pays. Les résultats des recherches seront utilisés pour élaborer un plan d'investissement en faveur de l'exploitation durable des pêcheries nationales.

Guyana

Grâce à de bonnes relations de travail avec les ministères de l'agriculture, de l'éducation et de la santé, la FAO et le Guyana peuvent travailler de concert pour atteindre leurs objectifs de développement communs dans le pays. Leur partenariat est guidé par quatre domaines prioritaires: i) nutrition et sécurité alimentaire; ii) agriculture et développement rural; iii) gestion durable des ressources naturelles et changement climatique; et iv) santé agricole et sécurité sanitaire des aliments. Dans le souci de mettre le Guyana mieux à même de recueillir et de gérer des données et informations sur le marché agricole et d'y accéder, la FAO a fourni une assistance technique pour élaborer un système d'information intégré sur le marché des produits agricoles. Ce système a pour but d'améliorer le commerce intérieur et régional de produits alimentaires et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales. Parmi les réalisations obtenues jusqu'ici figurent la création d'un site Web présentant les activités et les prestations de services de l'Organisme de commercialisation du Guyana, et la formation des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture à l'utilisation d'un système de collecte de données sur la production végétale pour améliorer les prévisions de récolte et la planification de la production.

Haïti

L'assistance de la FAO au Gouvernement haïtien est centrée sur quatre domaines prioritaires: i) renforcement des capacités pour la formulation de politiques et de stratégies en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition; ii) promotion du secteur agricole grâce à des investissements publics et privés et à des services de soutien à l'agriculture; iii) augmentation de la capacité de gestion des ressources naturelles et de la résilience au changement climatique; et iv) renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophes naturelles et de crises alimentaires. Le Programme de relèvement Road to Recovery mis en œuvre par la FAO dans le pays a considérablement réduit l'insécurité alimentaire grâce à la reconstruction des systèmes d'irrigation et à la réfection des routes de desserte, au renforcement des

berges des fleuves et des cours d'eau et à la reprise d'activités d'aménagement des bassins versants telles que la plantation d'arbres pour prévenir les inondations. Plus récemment, les priorités du programme de la FAO ont été réorientées vers des opérations de développement. L'Initiative Haïti Resilience élaborée pour l'exercice biennal 2014/15 pour améliorer la résilience des exploitations d'agriculture familiale contribue à l'éradication de la faim et de la malnutrition et à la réduction de la pauvreté rurale. Fait très significatif, le Gouvernement a sollicité une assistance de la FAO pour son Programme de relance agricole. En novembre 2013, la FAO a convoqué une réunion technique régionale (à Panama) avec des pays partenaires de la coopération Sud-Sud dans le but de mobiliser un appui supplémentaire pour le Programme de relance agricole. Cela devrait être le prélude à une coordination beaucoup plus étroite entre les pays de la région qui fournissent une assistance à Haïti.

Îles Cook

Aux Îles Cook, la valeur des exportations annuelles de produits agricoles est actuellement estimée à 800 000 NZD, un niveau très faible, alors que les importations annuelles de fruits et de légumes frais sont évaluées à près de 3 000 000 de NZD. Au cours des 20-25 années écoulées, à la suite d'une augmentation de la demande de produits frais principalement imputable à l'augmentation du nombre de visiteurs affluant dans le pays, l'agriculture est devenue une activité à temps partiel. La FAO s'efforce de renforcer la capacité de production agricole commerciale dans les îles du sud, en fournissant les intrants nécessaires (engrais, pulvérisateurs pour produits chimiques, semences, matériel végétal). L'Organisation soutient aussi des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs pour améliorer leurs compétences en les informant des pratiques durables et modernes de production agricole commerciale et de gestion des ressources en sols. L'objectif est d'améliorer les moyens d'existence des familles de petits exploitants en accroissant la production locale de fruits, de légumes et de plantes ornementales afin de réduire la facture d'importation de produits alimentaires.

Îles Marshall

Les Îles Marshall n'ont pas de politique concrète en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui puisse servir de base pour une planification coordonnée et ciblée. Après la flambée des cours alimentaires mondiaux, le Gouvernement a sollicité une assistance technique de la FAO pour évaluer la vulnérabilité des approvisionnements en vivres et élaborer une politique de lutte contre l'insécurité alimentaire. La formulation de la politique de sécurité alimentaire et de nutrition permet de mettre en place une stratégie multidisciplinaire et un plan de travail opérationnel pour renforcer la sécurité alimentaire et résoudre les questions prioritaires identifiées en tenant compte des ressources

financières et techniques limitées, qui risquent encore de s'amenuiser.

Îles Salomon

La FAO travaille avec le gouvernement des îles Salomon sur un projet visant à améliorer la gestion des forêts en intégrant la conservation de la biodiversité, la dégradation des terres, la gestion durable des forêts et le changement climatique dans les politiques applicables au niveau national, et en renforçant les moyens d'existence des communautés locales vivant à l'intérieur et aux abords des forêts. Ce projet comprend des activités ciblées sur des zones protégées nouvelles ou déjà existantes, comme point essentiel du projet, ainsi qu'une composante de renforcement des capacités et de développement institutionnel à l'échelon national.

Jamaïque

La Jamaïque est membre de la FAO depuis 1963 et la Représentation de la FAO dans le pays travaille en liaison étroite avec le gouvernement pour l'aider à promouvoir la sécurité alimentaire et le développement durable, en particulier dans quatre domaines prioritaires: i) développement des chaînes de valeur; ii) création d'un cadre propice à la transformation du secteur agricole; gestion durable des ressources; et iv) sécurité alimentaire nationale. La FAO a fourni un appui technique au gouvernement pour l'aider à lutter contre les infestations répétées de légionnaires de la betterave qui menacent de détruire les moyens d'existence des petits producteurs de légumes dans le sud du pays, et d'effacer les gains de production obtenus dans la filière oignon. Le projet est en cours et il facilitera l'établissement d'un programme intégré de suivi et de prévision basé sur l'utilisation de systèmes d'information géographique (SIG). Par ailleurs, 20 vulgarisateurs et 10 agriculteurs suivent actuellement une formation intensive sur l'approche des champs-écoles de producteurs, les techniques de gestion des cultures et de protection contre les ravageurs. À l'issue de cette formation, les vulgarisateurs et les agriculteurs formeront à leur tour environ 150 autres agriculteurs. La FAO contribue aussi à l'élaboration d'un plan de préparation aux catastrophes et d'intervention d'urgence en faveur du secteur agricole.

Kenya

Le partenariat de la FAO avec le Kenya vise principalement à renforcer la résilience, à éliminer les disparités hommes-femmes et à mieux aligner la production alimentaire sur les besoins nutritionnels, à travers quatre domaines d'activité prioritaires: i) renforcement des moyens d'existence basés sur l'agriculture grâce à la promotion d'un environnement porteur sur le plan des politiques et de l'investissement; augmentation de la productivité des petites et moyennes entreprises agricoles et diversification de leur production, pour l'aligner sur les marchés; iii) amélioration des ressources naturelles grâce à une agriculture intelligente face au climat, à la

gestion durable des terres, à une production halieutique durable, à la gestion intégrée des ravageurs et à la gestion du cycle de vie des pesticides; et iv) amélioration de la résilience des moyens d'existence des populations vulnérables grâce au renforcement de leur capacité productive, à l'augmentation des options disponibles pour assurer leur subsistance, et à l'amélioration de leur capacité de préparation et de réponse aux crises au moyen d'initiatives de gestion des risques de catastrophe. Bien avant que le cadre actuel entre en vigueur, la FAO contribuait activement au développement du Kenya. Après la flambée des prix des produits alimentaires de 2008, la FAO a distribué des intrants aux agriculteurs, à Ahero, pour relancer la production de riz. Grâce à cette initiative et à un investissement antérieur de la FAO dans deux nouvelles pompes à eau, la récolte a été très abondante, et les agriculteurs ont gagné sept ou huit fois plus que l'année précédente. En octobre 2011, la FAO a aidé plus de 5 000 ménages vulnérables de Mwingi à aménager leurs champs en terrasses pour conserver l'eau de pluie pour les cultures, et éviter que les sols soient emportés par l'eau. Plus récemment, en 2013, la FAO et des organisations partenaires ont commencé à profiter de l'engouement croissant pour les téléphones mobiles au Kenya pour développer l'application mobile EpiCollect, que les techniciens des services vétérinaires utilisent pour lancer des alertes précoces sur les maladies du bétail, ce qui permet de les traiter plus rapidement et plus efficacement.

Kiribati

La population de Kiribati vit principalement de l'agriculture et de la pêche. L'efficacité de la planification, de la formulation et du suivi des politiques dépend de la disponibilité d'informations de qualité et en temps voulu sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour mettre en place des stratégies et des actions fondées sur des données concrètes. Conscient de la nécessité d'avoir des informations fiables et cohérentes, le Gouvernement utilise du personnel spécialisé et des moyens informatiques pour collecter, stocker, gérer et analyser des données sur l'alimentation et l'agriculture. Pour autant, les capacités sont encore trop limitées pour pouvoir traiter et analyser les données de façon suffisamment approfondie pour formuler des politiques et suivre leur application. La FAO fournit un appui technique pour classer, systématiser et analyser les données disponibles sur l'alimentation et l'agriculture en vue de l'élaboration future d'un cadre national sur la sécurité alimentaire. Le projet permettra au gouvernement de mieux comprendre la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, pour ensuite formuler des options stratégiques appropriées.

Lesotho

Les performances et la production du secteur agricole sont toujours au centre des préoccupations de la FAO et du gouvernement. Les programmes de la FAO sont axés

sur quatre priorités essentielles: i) renforcement durable de la sécurité alimentaire et de la nutrition; ii) création de conditions propices au développement durable d'entreprises agro-alimentaires; iii) renforcement de la gestion des ressources naturelles; et iv) renforcement des capacités pour améliorer les prestations de services dans le secteur agricole. Dans le large éventail de technologies agricoles intelligentes face au climat, la FAO a privilégié l'agriculture de conservation en fournissant une direction et un encadrement techniques au gouvernement et aux ONG partenaires. L'Organisation a aussi soutenu très activement les ménages agricoles vulnérables dans le cadre de son programme relatif aux situations d'urgence et à la résilience. Plus de 18 000 ménages d'agriculteurs vulnérables ont bénéficié des programmes de distribution d'intrants. Les autres projets concernent la conduite d'études d'évaluation de la viabilité financière et économique des filières agro-alimentaires avicoles, porcines et horticoles, et la mise en place de modules pour un programme de gestion intégrée des ressources naturelles.

Libéria

La Représentation de la FAO au Libéria est active et dynamique. En 2012, la FAO et le gouvernement ont lancé trois projets de coopération technique dans les domaines des pêches, de l'aviculture et de la sylviculture, soutenu des réfugiés ivoiriens et des populations d'accueil, lancé le programme de stages pour les jeunes Libériens et assuré une coordination et un appui technique cruciaux aux partenaires du secteur. Peu après, en concertation avec le gouvernement, la FAO a élaboré un cadre qui guidera les activités dans le pays jusqu'à la fin de l'année 2015, et qui met au premier plan quatre domaines prioritaires: assistance et plaidoyer en faveur des politiques sectorielles et sous-sectorielles; production, productivité et compétitivité; gestion et utilisation durables des ressources naturelles; et renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les secteurs public et privé. Même avant le cadre actuel, la FAO était un partenaire actif du développement du Libéria. En 2009, le pays a été dévasté par une invasion de chenilles qui ont dévoré toute la végétation sur leur passage et pollué de leurs excréments les puits et les cours d'eau. Une équipe de scientifiques internationaux conduite par des experts de la FAO s'est rendue dans sept zones touchées pour déterminer l'espèce à laquelle appartenait cet insecte. Les conclusions de la mission ont permis au gouvernement de mieux contenir l'infestation et de se préparer à faire face à une infestation secondaire. En 2010, la FAO a participé à une initiative conjointe avec l'Union européenne visant à revitaliser des zones à fort potentiel agricole du Libéria de façon à réduire la dépendance du pays à l'égard des importations de riz et à améliorer les moyens d'existence des familles d'agriculteurs vulnérables. Au titre de la Facilité alimentaire de l'Union européenne (EUFF), la FAO a distribué à 10 000 ménages des semences de riz certifiées, des engrais et des produits antiparasitaires.



Un agriculteur haïtien inspecte une variété améliorée de goyave (goiaba), introduite par un expert technique cubain travaillant dans le cadre d'un programme de coopération Sud-Sud facilité par la FAO. ©FAO/Giuseppe Bizzarri

Madagascar

Le secteur agricole est un des principaux moteurs de la croissance à Madagascar, puisque 70 à 80% des habitants vivent de l'agriculture. La FAO collabore avec le gouvernement dans trois domaines prioritaires: i) intensification durable et rentable de la production agricole et promotion de l'éducation nutritionnelle; ii) gouvernance et gestion durable des ressources naturelles; et iii) renforcement de la résilience des ménages aux chocs et aux dangers dans le contexte de l'adaptation au changement climatique. Ces dernières années, la FAO a contribué à accroître la capacité de production de plus de 700 producteurs, en majorité des femmes, dans les régions d'Atsimo, d'Andrefana Atsimo et d'Atsinanana. L'initiative s'appuyait sur des parcelles de démonstration, des champs-écoles de producteurs, des points d'approvisionnement pour les animaux d'élevage et des unités de transformation bien équipées



*Un groupe d'enfants observe une nuée de criquets survolant le village de Soatana, dans le sud de Madagascar.
©FAO/Yasuyoshi Chiba*

pour améliorer la production de riz et de légumes, la transformation des fruits, des légumes et du poisson, les techniques d'agriculture de conservation et d'élevage (poulets). La FAO a aussi contribué très activement aux opérations de lutte et de prévention dans la crise acridienne en cours dans le pays, en fournissant une assistance technique pour la gestion et l'utilisation de pesticides, et pour les opérations de lutte au sol.

Malawi

La FAO fournit un appui au Gouvernement du Malawi pour la conception et la mise en œuvre des politiques et l'élaboration de programmes et de projets d'urgence visant à améliorer l'agriculture, les pêches et la foresterie, et à garantir la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous. Cette collaboration est principalement axée sur la gouvernance, la capacité de coordination et de mise en œuvre des interventions de sécurité alimentaire; le renforcement du partage de données et d'informations pour éclairer la prise de décision; la gestion durable des ressources et le changement climatique; les droits fonciers et l'aménagement du territoire; et la réduction des risques

de catastrophe et la résilience. Ces dernières années, la FAO a mis en œuvre un certain nombre de programmes essentiels, notamment: un programme intégré en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et un programme en faveur de l'emploi rural et du travail décent visant à promouvoir des moyens d'existence équitables et durables malgré le changement climatique. La FAO a aussi fourni une assistance technique et des ressources dans divers domaines tels que la sécurité alimentaire, les technologies après-récolte, les petits périmètres d'irrigation, l'agriculture de conservation, la diversification de l'agriculture, l'éducation nutritionnelle, la promotion de l'emploi rural décent et l'amélioration des moyens d'existence ruraux.

Mali

L'agriculture et l'élevage nomade sont les principaux moyens d'existence au Mali, puisque ces secteurs absorbent 80 pour cent de la population active. La FAO fournit des semences de qualité, petits ruminants et services vétérinaires aux familles vulnérables qui ont perdu leurs biens dans la crise du Sahel, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'améliorer rapidement la résilience des populations vulnérables. Pour satisfaire les besoins immédiats de la population et remédier aux vulnérabilités structurelles, la FAO crée des jardins maraîchers entourés de clôtures et remet en état les points d'eau et les infrastructures d'irrigation. Il est impératif d'accélérer le relèvement et de renforcer rapidement la résilience; c'est pourquoi la FAO distribue des semences, rétablit la production de légumes, élargit l'accès au crédit et soutient les éleveurs de bétail. En outre, le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) de la FAO, basé au Mali, couvre 23 pays d'Afrique occidentale et centrale. Ce centre a pour principal objectif de prévenir et de traiter les maladies animales transfrontières et d'aider les gouvernements à mieux répondre aux situations d'urgence zoonosaires.

Maurice

La FAO aide le Gouvernement mauricien à réorganiser et renforcer son plan de développement agricole de façon à permettre au pays d'atteindre ses objectifs de développement agricole et de sécurité alimentaire. Le projet renforcera le plan établi par le gouvernement pour moderniser le secteur agricole et en faire un pilier florissant de l'économie, bénéfique pour l'ensemble de la population. Le projet encouragera la participation des agriculteurs à ses analyses, à l'identification de solutions adaptées et à l'amélioration des performances de leurs systèmes de production.

Mauritanie

La Mauritanie est confrontée à des déficits structurels, à des sécheresses récurrentes et à une dégradation de l'environnement, de sorte que les ménages vulnérables ont difficilement accès à la nourriture. La crise en cours



Un botaniste et phytogénéticien auprès du Coconut Industry Board examine des cocotiers sains dans une plantation expérimentale en Jamaïque.
©FAO/P.Johnson

dans le Sahel met en péril la sécurité alimentaire de nombreux ménages agro-pastoraux, et il est impératif que la FAO intervienne pour améliorer leur accès à la nourriture et préserver leur bétail. Le programme de la FAO en Mauritanie concerne principalement le secteur de l'élevage. Des projets spécifiques ont été axés sur l'amélioration des services vétérinaires et de l'élevage de camélidés; la gestion des ressources naturelles, y compris l'aménagement des zones de bassins versants et l'agriculture intelligente face au climat; la production semencière et agricole et l'amélioration des petits périmètres d'irrigation; l'amélioration de la gestion des pêches et le renforcement de la résilience aux chocs, y compris aux pénuries alimentaires et aux conséquences de la sécheresse, grâce à une amélioration des systèmes de suivi de l'alimentation et de la nutrition.

Micronésie

La FAO fournit une assistance au Gouvernement micronésien pour la planification des interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire. Ce projet fournira un ensemble de recommandations claires assorties d'un calendrier pour augmenter l'offre d'aliments de production locale sur les marchés de la consommation locale et touristique. En concertation avec le gouvernement, le personnel du projet élaborera et exécutera un plan d'action pour garantir le transfert de compétences techniques. En outre, un groupe spécial sera constitué pour examiner le projet de plan d'action et s'assurer l'adhésion des populations locales au processus. Le projet devrait renforcer les capacités des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et doter le gouvernement

d'un plan bien défini pour introduire des politiques permettant d'améliorer les opportunités de production d'aliments locaux (poissons et légumes en particulier). L'augmentation de la production locale représente une alternative aux importations, qui contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et les taux de nutrition. On étudiera les possibilités de taxer les aliments mauvais pour la santé pour en décourager la consommation et de réaliser des investissements supplémentaires pour améliorer la compétitivité des prix des produits agricoles locaux.

Mozambique

La FAO appuie l'établissement d'un Programme d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) au Mozambique. À ce jour, ce programme a débouché sur les résultats suivants: établissement du Règlement organique du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) aux niveaux national et régional; création d'une coalition parlementaire pour le SAN dans le pays, dans le cadre d'une initiative plus large visant à créer dans les années à venir une coalition entre des pays africains et la communauté des pays de langue portugaise (CPLP) en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La FAO a aussi soutenu la création du Mouvement des femmes paysannes du Mozambique (MMMR) pour promouvoir la participation des femmes au programme d'action national pour le SAN et au sein de la CPLP. Les autres principales initiatives ont été l'organisation d'un atelier pour promouvoir le dialogue sur l'agriculture familiale, qui emploie 80 pour cent de la force de travail du pays; la mise en place d'une plateforme pour le mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) du



Un éleveur de bétail au Niger secoue un arbre pour faire tomber des noix et nourrir son troupeau. ©FAO/Giulio Napolitano

secteur privé; et l'organisation de 500 champs-écoles de producteurs dans plusieurs provinces.

Namibie

La collaboration de la FAO avec le Gouvernement namibien est axée sur quatre domaines prioritaires: i) création d'un environnement politique, juridique et institutionnel porteur pour la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement agricole; ii) production agricole durable; iii) connexion des agriculteurs aux marchés; iv) amélioration de la préparation aux menaces et aux crises agricoles. Les initiatives en cours de la FAO concernent: l'appui au gouvernement dans sa révision des cadres politiques et juridiques obsolètes; l'élaboration de nouveaux cadres politiques et juridiques (ex: la Politique horticole) et la préparation de plans de mise en œuvre de la politique grâce à la fourniture d'une assistance technique pour l'élaboration des politiques agricoles. Dans une initiative distincte, la FAO et le gouvernement aident les petits et moyens producteurs des filières de la production végétale, de l'horticulture, de l'aquaculture et de l'élevage à renforcer leur capacité de production. La réalisation de cet objectif repose sur la mise en œuvre du programme intégré en faveur de l'agriculture de conservation, la consolidation du système national de production de semences, la promotion d'une extension de la production horticole à petite échelle, le renforcement des capacités de production et de santé animales et de gestion de l'aquaculture, et l'intégration de l'aquaculture dans d'autres activités agricoles.

Nauru

Le Gouvernement de Nauru a sollicité une assistance de la FAO pour accroître sa production et sa productivité dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de sa population. On manque d'informations sur les initiatives passées et présentes visant à accroître la production agricole dans le pays et sur les stratégies les plus appropriées pour y parvenir. Une étude devra être réalisée pour examiner les politiques agricoles, les plans de développement et les plans stratégiques sectoriels, passés et présents, de développement agricole. Cette étude devrait aussi évaluer l'impact des efforts de développement agricole et, le cas échéant, des avant-projets appropriés d'accroissement de la production agricole à Nauru.

Niger

Le Niger a introduit en 2011 son Initiative des 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens – Nigeriens Nourish Nigeriens), visant à renforcer la résilience du pays aux crises alimentaires et à réduire la pauvreté grâce à une réforme du secteur agricole. Le programme est centré sur l'amélioration de l'accès des petits exploitants à l'eau, aux intrants, à l'information et à la formation. La FAO a soutenu l'initiative en fournissant aux agriculteurs des engrais et des semences de qualité à haut rendement,

dans le cadre de foires aux semences ou de distributions directes. La FAO a aussi formé des agriculteurs et des vulgarisateurs agricoles aux spécifications techniques concernant l'utilisation, la distribution, la certification et le contrôle de la qualité des semences. Le projet a contribué à augmenter sensiblement la production tant dans les exploitations pluviales qu'irriguées, favorisé une augmentation des disponibilités alimentaires des ménages et une diversification de leurs régimes alimentaires, et amélioré les revenus des agriculteurs grâce à la vente de leurs produits sur les marchés.

Nigéria

La principale initiative de la FAO en faveur de la sécurité alimentaire au Nigéria englobe un large éventail de projets sur l'alimentation et l'agriculture, couvrant des domaines aussi divers que l'augmentation de la teneur en vitamines des œufs, l'amélioration de la gestion de l'eau dans les rizières, la fabrication de nasses flottantes ou l'introduction de l'apiculture. Un groupe d'experts et de techniciens chinois travaillent dans le pays dans le cadre d'un accord de coopération Sud-Sud lancé par la FAO. L'initiative qui se déroule sur deux phases soutient le programme national pour la sécurité alimentaire. Durant la première phase, environ 500 techniciens chinois ont achevé 4 000 missions de terrain, conduit plus de 500 démonstrations et exécuté plus de 200 microprojets. Non seulement ces activités ont permis d'améliorer les rendements et les moyens d'existence, mais les projets ont été répliqués par des organisations d'agriculteurs qui avaient reçu un appui. Grâce au succès de la première phase, le projet s'est forgé une réputation solide, et la deuxième phase a pu être davantage dictée par la demande. Le projet répond actuellement à des demandes d'appui spécifiques émanant d'États individuels.

Nioué

La FAO fournit actuellement un appui et une expertise techniques pour combler les lacunes de connaissances et améliorer le programme d'étude des écoles d'agriculture afin d'instruire et de former des travailleurs agricoles. Ce projet présentera une analyse de la situation actuelle ainsi que des propositions pour améliorer le programme d'études. Les propositions concernant les actions futures indiqueront la nature des apports requis et la personne ou l'entité la plus indiquée pour les fournir, la durée de l'appui envisagé, une estimation des changements quantitatifs et qualitatifs escomptés, et les passerelles permettant aux jeunes de suivre une formation professionnelle plus poussée. Enfin, les sources possibles de financement et d'appui en nature seront identifiées.

Ouganda

Environ 77 pour cent des Ougandais vivent principalement de l'agriculture. Le changement climatique et les problèmes liés à l'environnement – comme les précipitations irrégulières, les vagues de sécheresse prolongées et les inondations – constituent une menace



Une femme vannant du riz au Nigéria. ©FAO/Pius Ekepi

pour la productivité de l'élevage et des cultures. Pour aider les agriculteurs à faire face à ces défis, la FAO appuie la production de cultures résistantes à la sécheresse, construit des infrastructures pour la conservation des eaux et des sols, forme des agriculteurs aux pratiques d'agriculture et d'élevage durables et facilite la planification communautaire. L'approche des écoles pratiques d'agriculture (ou champs-écoles de producteurs), largement adoptée par la FAO en Ouganda, est très efficace pour permettre aux agriculteurs d'améliorer leur production et d'apprendre des pratiques commerciales de manutention après récolte et de culture, allant de la transformation des produits à leur commercialisation efficace. Les écoles encouragent aussi les agriculteurs à adhérer à des systèmes de crédit et d'épargne villageois. L'approche met particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes; elle constitue un excellent moyen de sensibiliser à la nutrition, à la parité hommes-femmes, au VIH/sida et au changement climatique.



Des agriculteurs membres d'une coopérative de transformation du maïs au Rwanda. ©FAO/Rik Moors

Palau

La FAO aide le gouvernement de Palau à promouvoir le développement de l'élevage de bœufiers pour garantir des moyens d'existence durables. La culture des bœufiers permettra de conserver les ressources côtières en garantissant aux hommes et aux femmes de la communauté une source supplémentaire de revenu et de subsistance. En outre, la continuité du projet est importante pour répondre à la demande en fruits de mer de la population locale et des 8 000 touristes qui affluent chaque année à Palau. Le projet a un objectif chiffré, qui est de doter au moins 20 aquaculteurs de cages ou de bassins clos pour mieux protéger les bœufiers des prédateurs et des contrebandiers, et d'améliorer les procédures de leur comptage. Le deuxième objectif est d'effectuer des études de terrain pour repérer les zones les plus appropriées sur le plan physique et biologique afin de permettre à de nouveaux aquaculteurs de s'établir dans les meilleures zones.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Papouasie-Nouvelle-Guinée abrite un nombre exceptionnel d'espèces et d'écosystèmes différents. Les îles de Nouvelle Guinée possèdent le troisième plus grand domaine de forêt ombrophile tropicale existant au monde. Pourtant, la capacité d'une grande partie de ces forêts de continuer à fournir de manière durable les produits, les services et la biodiversité qu'elles procurent et à maintenir leur intégrité biologique est de plus en plus menacée. Un appui de la FAO a été sollicité pour mettre un terme à la dégradation des forêts, car il faut des moyens

institutionnels importants pour assurer une gestion appropriée et durable des forêts. Le projet cherche à renforcer les capacités de l'organisme forestier national en améliorant le code des pratiques d'exploitation forestière et en dispensant aux fonctionnaires du gouvernement et aux opérateurs du secteur une formation sur les directives relatives aux pratiques forestières améliorées, leur suivi et leur mise en application.

République centrafricaine

En raison de la crise politique en cours en République centrafricaine, la population rurale est particulièrement vulnérable. La FAO s'efforce de renforcer la résilience aux crises en mettant au premier plan dans ses programmes les femmes et les questions de parité. Quatre domaines prioritaires ont été identifiés: i) appui institutionnel, opérationnel, organisationnel et individuel pour la coordination, la planification, la gestion et l'administration des opérations des acteurs du développement rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) développement, promotion, amélioration du secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; iii) prévention et gestion des crises alimentaires, de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et des urgences humanitaires (alerte rapide, VIH-sida, réduction des risques de catastrophes, etc.); et iv) développement de la coopération sous-régionale et régionale pour assurer une reprise durable du développement agricole. L'éventail de projets spécifiques couvre la mise en œuvre d'activités génératrices de revenu et la promotion de l'entreprise individuelle dans le secteur agricole dans les zones



Déchargement de thon aux Seychelles. ©FAO/H. Wagner

touchées par le conflit; la gestion durable des produits forestiers non ligneux; et l'élaboration de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire.

République démocratique du Congo

La FAO intervient aux côtés du Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) dans un programme quinquennal (2012-2016) ayant pour but d'aider le pays à accéder au statut de pays à revenu intermédiaire. Ensemble, la FAO et le Gouvernement ont élaboré un cadre de programmation pour le pays, axé sur trois domaines prioritaires: i) améliorer la gouvernance de l'agriculture, du développement rural, des sources d'énergie renouvelables et de la gestion des crises; ii) développer l'industrie de transformation des produits végétaux, animaux et halieutiques, grâce à la création de chaînes de valeur et d'agro-entreprises; et iii) préserver l'environnement et lutter contre les effets du changement climatique. Avant l'initiative en cours, la FAO collaborait déjà activement avec la RDC pour l'aider à atteindre ses objectifs de sécurité alimentaire. En 2011, un programme d'horticulture urbaine de la FAO a réduit la malnutrition dans les cinq principales villes du pays. Le programme, lancé en réponse à l'afflux de migrants ruraux dans les villes après cinq ans de conflit dans l'est du pays, a permis d'augmenter de 122 pour cent en 5 ans la production de fruits et de légumes. En outre, la présence de la FAO en RDC a été cruciale en 2012, lorsque le cheptel de caprins et d'ovins du pays a été frappé par une épidémie de peste des petits ruminants qui a fait des ravages dans le pays. La FAO a mobilisé une aide d'urgence pour un projet qui a permis de vacciner 500 000 ovins et caprins,

de limiter les mouvements d'animaux, de sensibiliser les agriculteurs aux techniques de prévention, de renforcer la surveillance active et de former des vétérinaires et du personnel para-vétérinaire locaux.

République dominicaine

La coopération de la FAO avec le Gouvernement de la République dominicaine est axée sur trois domaines prioritaires: i) sécurité alimentaire et nutrition, et réduction de la pauvreté; ii) agriculture familiale; iii) gestion intégrée des bassins versants, utilisation efficace des ressources naturelles, gestion des risques et changement climatique. Pour préparer le pays à faire face aux effets dévastateurs des inondations, des glissements de terrain, des sécheresses et des ouragans sur la production agricole dans les Caraïbes, et lui permettre de les atténuer, la FAO a lancé un projet de gestion des catastrophes, avec la participation de six communautés du sud du pays. Le projet a permis aux communautés vivant de l'agriculture et de la pêche d'être mieux préparées et de mieux résister aux catastrophes, grâce à la mise en œuvre de plans communautaires pour la gestion des risques de catastrophes agricoles (GRCA), à la promotion de bonnes pratiques adaptées et du partage de technologies et de connaissances sur les bonnes pratiques et les expériences. La FAO fournit aussi un appui technique pour renforcer les capacités du Conseil national pour la réglementation et le développement de l'industrie laitière (CONALECHE) et lui permettre d'élaborer, mettre en œuvre et valider un modèle pour augmenter la productivité des exploitations familiales de la filière lait. Grâce à l'adoption de technologies spécifiquement adaptées aux petits

producteurs des tropiques et à la bonne application des règlements, les producteurs familiaux de lait pourront accroître sensiblement leur productivité.

Rwanda

Au Rwanda, les problèmes qui méritent une attention approfondie dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont les suivants: i) renforcement des technologies propres à accroître la production et la productivité; ii) amélioration des compétences agricoles; iii) développement de la capacité de transformation et mise en place de nouvelles industries; et iv) développement des installations après-récolte. La FAO soutient actuellement le gouvernement dans la transposition à grande échelle d'approches novatrices de renforcement de la productivité agricole, mises en œuvre à titre pilote au Rwanda. Ces approches comprennent la protection intégrée contre les ravageurs et les maladies, les champs-écoles de producteurs pour diffuser les services de vulgarisation agricoles recommandés, les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie, méthode de vulgarisation agricole préconisée pour présenter aux membres des communautés les plus vulnérables les technologies qui renforcent la productivité. Les autres initiatives concernent la fourniture d'une expertise technique pour élaborer et réviser des politiques ou des stratégies sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le renforcement de la résilience des groupes vulnérables, et l'élaboration d'un cadre réglementaire pour les ressources naturelles.

Saint-Kitts-et-Nevis

Le partenariat de la FAO avec le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis est axé sur trois domaines prioritaires:

i) renforcement des capacités des groupes et des coopératives dans le but de favoriser le développement de moyens d'existence viables et d'agro-industries compétitives; ii) développement de l'aquaculture; et iii) création de systèmes de production alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'utilisation durable et de l'adaptation de la biodiversité agricole. Dans le secteur de l'aquaculture, la plupart des établissements du pays sont exploités de façon artisanale, mais leur contribution à la sécurité alimentaire est importante. Le secteur de la pêche est constitué d'environ 460 petits bateaux et de 2 000 pêcheurs, représentant 14 pour cent de la population active des îles. Les captures locales fournissent 500 tonnes de poissons pour la consommation locale. Le gouvernement ambitionne de transformer le secteur grâce à la promotion d'une technologie améliorée pour accroître la production halieutique. Non seulement la FAO participe à la gestion du secteur et met en œuvre l'approche écosystémique des pêches, mais elle aide aussi à renforcer les organisations de pêcheurs sur les îles pour leur permettre de collaborer sur un pied d'égalité avec le ministère. Si elles sont fortes, les organisations de pêcheurs peuvent aussi jouer un rôle de chef de file dans les efforts visant à réduire les vols de produits halieutiques ou d'engins et de matériel de pêche.

Sainte Lucie

Le Gouvernement de Sainte Lucie et la FAO œuvrent ensemble à la réalisation d'objectifs de développement, en centrant leur action sur trois domaines prioritaires: i) la durabilité de l'agriculture et des ressources naturelles et l'impact potentiel du changement climatique; ii) la sécurité alimentaire et la nutrition; et iii) le renforcement des capacités institutionnelles, la formulation des



Des choux dans le jardin d'une école pratique d'agriculture au Sénégal, qui bénéficie d'un projet de la FAO axé sur la production intégrée et la lutte antiparasitaire. ©FAO/Olivier Asselin

politiques et la promotion de l'investissement. La FAO soutient actuellement le gouvernement dans le cadre d'un programme de modernisation de la production de viande, grâce à la construction d'une installation moderne d'abattage et de transformation de la viande. Ce programme contribuera à renforcer la sécurité sanitaire de la viande et des produits carnés, à accroître la confiance du consommateur, à stimuler la production animale et permettra aux viandes de production locale de conquérir les segments hauts de gamme du marché, notamment le secteur lucratif du tourisme qui importe actuellement la totalité de ses viandes et de ses produits carnés. La FAO aide le pays en élaborant les plans d'exploitation et de gestion de l'abattoir.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Au cours de la dernière décennie, le soutien de la FAO à l'État de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a été centré sur le renforcement des capacités, l'aide à la formulation des politiques, la planification agricole et l'élaboration d'une législation sur l'agriculture. Les trois principaux objectifs de la FAO, définis en accord avec le gouvernement, sont les suivants: i) encourager l'entrepreneuriat agricole; ii) stimuler la production végétale, animale, forestière et halieutique; et iii) préserver l'environnement naturel et accroître la biodiversité. Dans le cadre d'une initiative génératrice de revenu, la FAO a aidé la communauté de Georgetown sur la côte nord-est de Saint-Vincent qui avait perdu ses sources de revenus traditionnelles à la suite de la fermeture de l'usine sucrière locale et du déclin de la production de bananes. Il y a plusieurs décennies, les habitants de Georgetown étaient connus pour leur habileté à travailler le bambou pour fabriquer des paniers et d'autres articles ménagers. Avec l'utilisation croissante du plastique, la tradition du tissage du bambou s'est pratiquement perdue. L'Association des artisans de Georgetown a décidé de relancer l'artisanat traditionnel en bambou pour créer des opportunités de revenu pour la jeunesse locale. Avec l'aide de la FAO, le groupe communautaire s'est enregistré en tant qu'organisation à but non lucratif et a recruté deux formateurs et un animateur locaux.

Samoa

Le soutien technique de la FAO à Samoa a pour objet d'identifier les lacunes et les contraintes des cadres de gouvernance sur l'alimentation et l'agriculture (y compris les pêches) et de les combler. Un projet actuel a pour objectif spécifique d'examiner et de réviser l'ordonnance de 1959 sur l'agriculture, les forêts et les pêches en vue de définir un projet de cadre juridique moderne et complet, à l'appui des objectifs de Samoa en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de développement.

Sao Tomé-et-Principe

En 2013, Sao Tomé-et-Principe a adhéré à la Convention de Rotterdam. Le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement a sollicité un appui pour le

lancement des activités de la Convention à Sao Tomé-et-Principe. L'objectif global de l'assistance de la FAO est de commencer à mettre en œuvre comme il convient la Convention dans la République de Sao Tomé-et-Principe. Ses activités comprennent la formation des acteurs impliqués dans la gestion de produits chimiques conformément aux exigences de la Convention de Rotterdam, l'inventaire et la localisation des pesticides et autres produits chimiques périmés, et la réalisation d'une enquête sur les effets des pesticides sur la santé humaine et l'environnement.

Sénégal

Le secteur agricole, qui comprend aussi l'élevage, les forêts et les pêches, est la principale source d'emploi et de revenu de près de 60 pour cent de la population sénégalaise. Les précipitations irrégulières, la baisse de la fertilité des sols et le niveau relativement faible des investissements dans le secteur ont entraîné un recul de la production. La FAO distribue aux agriculteurs vulnérables des semences de riz, de mil, de maïs, de niébé et de pastèque, ainsi que des engrais, pour améliorer leur capacité de production et diversifier les disponibilités alimentaires. La FAO investit également dans l'agriculture en fournissant des outils importants pour la production et la transformation, ainsi que des semences de bonne qualité pour constituer des réserves. La production agricole est mauvaise dans certaines régions du pays, et la FAO concentre ses interventions sur les régions les plus touchées, en particulier celles de Diourbel, Kaffrine, Kédougou, Kolda, Saint Louis, Sédhiou, Louga, Matam, Tambacounda et Ziguinchor, y compris les zones pastorales pour les interventions dans le secteur de l'élevage.

Seychelles

La FAO aide les Seychelles à renforcer le cadre de gouvernance et les capacités des institutions agricoles du pays. L'objectif est de conduire une évaluation des institutions pour mettre le secteur agricole mieux à même d'atténuer les effets négatifs de la réforme et de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Seychelles. Dans ce scénario général, le rôle des institutions agricoles et du Ministère des ressources naturelles et de l'industrie a été revu et réorienté vers la sécurité alimentaire et les politiques agricoles, la mise en place de règles et de réglementations, le suivi et l'évaluation, le renforcement des capacités, la contribution à l'appui technique et la durabilité de la croissance agricole.

Sierra Leone

Avec un appui de la FAO, le Gouvernement de la Sierra Leone aide les petits exploitants du pays à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale. Le programme quinquennal, dit de «commercialisation de la petite agriculture», dont le coût est évalué à 403 millions d'USD, vise à aider les agriculteurs à diversifier leur production agricole, à transformer une

plus grande part de leurs produits et à les commercialiser plus efficacement. Environ 3,5 millions de personnes, soit à peu près les deux tiers des habitants du pays, sont tributaires de l'agriculture et 70 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En encourageant les agriculteurs à pratiquer leur activité à des fins commerciales, la Sierra Leone espère porter le taux de croissance annuel du secteur à 7,7 pour cent, niveau nécessaire pour réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015. À cette fin, la FAO et d'autres partenaires travaillent avec le gouvernement pour faciliter l'accès des agriculteurs à des semences de qualité, aux engrais, aux machines agricoles, et à une formation sur les techniques de culture améliorées, la gouvernance collective, la gestion financière et les techniques de commercialisation. La FAO déploie également de gros efforts pour développer des systèmes d'irrigation et améliorer les routes de desserte, afin que les agriculteurs puissent transporter leurs marchandises jusqu'aux marchés et accéder plus facilement aux services financiers.

Somalie

La majorité des Somalis sont tributaires de l'agriculture et de l'élevage, aussi bien pour se nourrir que pour obtenir un revenu, mais la sécheresse, les conflits, les déplacements, les maladies et la dégradation de l'environnement ont réduit à néant les moyens d'existence de bon nombre d'entre eux. Une saison des semis ratée ou la perte de bétail suffit pour faire sombrer la plupart des familles dans une pauvreté encore plus grande et aggraver leur dénutrition. Face à ces défis, le programme d'action de la FAO en Somalie consiste à fournir une aide financière aux communautés les plus vulnérables du pays, tout en aidant les agriculteurs somalis à préparer et ensemercer leurs champs avant les pluies, en leur fournissant des semences améliorées, des engrais et un soutien technique pour élever leurs rendements. De même, la FAO vaccine le bétail et développe les services de santé animale, ainsi que la surveillance et le contrôle des maladies. La FAO s'efforce aussi de rétablir les possibilités de revenu et de renforcer les économies locales au moyen de programmes 'espèces contre-travail' qui versent un salaire journalier aux familles vulnérables en échange de leur participation à des travaux d'amélioration des infrastructures communautaires.

Soudan

Au Soudan, la FAO aide les populations rurales pauvres, y compris les communautés d'éleveurs, de pêcheurs et d'agriculteurs, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et les rapatriés, à retrouver leurs moyens de subsistance et à améliorer leur sécurité alimentaire. La FAO met l'accent sur des solutions durables pour renforcer les systèmes locaux, réduire la dépendance à l'égard de l'aide, créer de nouveaux moyens de subsistance, faciliter un redressement rapide et améliorer la préparation sur le terrain. Les ex-combattants, les PDI et les femmes apprennent des techniques de

transformation des aliments (fabrication du fromage, conservation du poisson), des techniques commerciales et d'autres compétences pour améliorer leurs revenus. Parallèlement, la FAO soutient la gestion communautaire des conflits et la négociation, en favorisant un meilleur partage des ressources naturelles, notamment avec des fourneaux plus écologiques qui consomment moins de charbon et fournissent une source de revenu aux femmes qui les fabriquent et les vendent. Les autres activités en cours concernent l'amélioration de la production végétale, de la santé et de la production animales, la remise en état et la protection de l'environnement, la diversification des moyens d'existence (y compris l'amélioration de l'accès au marché, grâce à l'orientation de la production vers le marché et aux liens dans la chaîne de valeur), le renforcement des capacités politiques et stratégiques en matière de sécurité alimentaire, et la coordination sectorielle.

Suriname

La FAO a aidé le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche à rédiger des livres blancs sur les sept filières agricoles du riz, des bananes, de l'horticulture (légumes, fruits, plantes racines), de l'élevage, des pêches, du développement intérieur et de l'agro-alimentaire, dans le but de faciliter l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire fixés par le gouvernement. Des séances de consultation avec les parties prenantes nationales ont été menées à bien et le ministère utilise les données des livres blancs pour l'établissement de divers plans nationaux.

Swaziland

Depuis la création, il y a plus de dix ans, de la Représentation de la FAO au Swaziland, l'Organisation a fourni une assistance technique pour améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture et le développement rural durables. Des projets spécifiques ont fourni une assistance technique pour faciliter l'élaboration de politiques et de stratégies sectorielles et sous-sectorielles; améliorer la gestion durable des forêts et des ressources en terres; faciliter l'accès des petits exploitants aux technologies améliorées et perfectionner leur savoir et leurs compétences pour renforcer la sécurité alimentaire; renforcer les capacités institutionnelles, notamment pour la manipulation sans risques des pesticides périmés; améliorer la sécurité sanitaire des aliments; et rendre les systèmes de sécurité alimentaire plus résilients aux chocs climatiques au moyen de systèmes d'alerte rapide plus performants. À l'avenir, la FAO et le Gouvernement du Swaziland se concentreront sur les quatre domaines d'activité prioritaires suivants: i) systèmes de soutien à l'agriculture et renforcement des institutions; ii) productivité agricole, accès aux marchés et compétitivité; iii) gestion durable des ressources naturelles; et iv) atténuation de l'insécurité alimentaire grâce à l'amélioration des moyens de subsistance, à la réduction de la vulnérabilité et de l'impact du VIH-sida.

Tanzanie

Le partenariat de la FAO avec la Tanzanie est principalement axé sur trois domaines prioritaires: i) croissance économique collective et gouvernance économique; ii) environnement et changement climatique; et iii) préparation et réponse aux situations d'urgence, solution au problème des réfugiés. Le premier élément favorise la réduction de la pauvreté parmi les petits agriculteurs, grâce à l'introduction de pratiques agricoles améliorées et à la création d'emplois en milieu rural. Le deuxième met l'accent sur l'utilisation durable des ressources naturelles et sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Enfin, le troisième repose sur une approche sur deux fronts: l'amélioration des capacités du gouvernement en matière de gestion et de réduction des risques de catastrophe, et un appui aux communautés pour atténuer les effets négatifs de l'afflux massif de réfugiés. Dans un projet récent, la FAO a conçu pour les petits exploitants un assortiment de pratiques d'agriculture intelligente face au climat, sur la base d'évaluations participatives et de consultations à divers niveaux. Environ 2 500 agriculteurs de Tanzanie et du Kenya (comprenant 46 pour cent de femmes) ont reçu une formation sur des techniques d'agriculture intelligente face au climat spécifiquement adaptées aux conditions agro-écologiques et socio-économiques de leurs régions. D'autres projets récents en Tanzanie concernent: le Programme de gestion transfrontalière des écosystèmes agricoles du bassin de la Kagera; le suivi des politiques africaines en matière d'alimentation et d'agriculture; les efforts menés conjointement par la FAO et le Département de l'agriculture des États-Unis pour améliorer les statistiques agricoles; les divers ateliers et réunions organisés dans le pays dans le cadre de projets SMARTFISH; l'initiative régionale sur le manioc; le programme régional d'appui à l'Autorité du lac Tanganyika, et diverses activités liées à des situations d'urgence.

Tchad

De nombreux ménages tchadiens souffrent de malnutrition, en raison à la fois de l'insuffisance des disponibilités alimentaires, du manque d'accès à la nourriture dû à la pauvreté chronique, et de la méconnaissance des questions de nutrition. La FAO contribue à promouvoir les cultures maraîchères de contre-saison pour permettre aux réfugiés soudanais et aux autres groupes de population vulnérables qui se trouvent dans la région du Sahel de consommer plus d'aliments nutritifs et de percevoir un revenu supplémentaire. La FAO cherche aussi à aménager des espaces où cultiver des jardins potagers pour permettre aux femmes d'accéder à la terre. Outre à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats, la FAO a mobilisé des ressources pour améliorer la résilience, en particulier en mettant en œuvre un nouveau système de sécurité alimentaire et d'alerte rapide. Ses autres activités dans le pays comprennent la formulation d'un plan de développement de l'aquaculture et l'intervention directe



Un jeune garçon portant sur sa tête un fruit de jacquier, au marché de Kiroka en Tanzanie. ©FAO/Daniel Hayduk



*Une agricultrice, qui bénéficie du programme de coupons au Zimbabwe, prépare son sorgho pour le stockage.
©FAO/Believe Nyakudjara*

contre les acridiens qui a permis au pays d'éviter une infestation majeure.

Timor-Leste

Depuis que le plan relatif au défi Faim zéro pour le Timor-Leste a été lancé, en janvier 2014, par le Premier ministre, la FAO travaille avec le Gouvernement pour formuler un plan d'action national (PAN) visant à éliminer la faim dans le Timor oriental d'ici à 2025. La FAO a fourni une assistance technique pour promouvoir le développement de l'agriculture familiale et de l'aquaculture, en renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la promotion de l'agriculture de conservation et à d'autres mesures d'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, la FAO a contribué à sensibiliser au problème des pertes après récolte dans la filière horticole et à renforcer les capacités pour les réduire; à formuler un projet visant à promouvoir l'agriculture intelligente face au climat, de façon à réduire les risques de catastrophes et à garantir la sécurité alimentaire; à identifier et mettre au point des pratiques d'adaptation au changement climatique dans le secteur des pêches

et de l'aquaculture; et à mettre en œuvre un projet de développement de la filière de la noix de coco pour améliorer les moyens d'existence dans les zones rurales.

Togo

Après des inondations catastrophiques et la flambée des prix des denrées alimentaires en 2007-2008, les agriculteurs du Togo ont subi des pertes qui ont aggravé la malnutrition parmi les populations rurales. Avec un appui financier de l'UE, la FAO a réagi en fournissant des semences et des engrais à quelque 15 000 agriculteurs pour leur permettre de produire des cultures vivrières de base telles que maïs, riz et sorgho. Par ailleurs, 5 500 autres agriculteurs ont reçu des intrants pour leurs cultures maraîchères. D'après la FAO, la valeur totale de la production des agriculteurs qui ont bénéficié de cette aide a été à peu près deux fois plus élevée que le montant investi par l'UE. De plus, les initiatives de la FAO financées par l'UE ont apporté un soutien structurel à l'agriculture togolaise, en particulier dans le secteur semencier et le Système d'information sur les marchés. Plus récemment, la FAO a lancé un projet au Togo pour promouvoir le droit à l'alimentation et la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire. Ce projet visait principalement à autonomiser les parties prenantes pour les associer réellement à la gestion des processus destinés à promouvoir le droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire.

Tonga

La FAO fournit une assistance technique pour le développement de systèmes d'élevage de chanos commercialement viables et respectueux de l'environnement dans les îles de Nomuka et de Tongatapu, afin que ces communautés insulaires disposent d'une source durable d'alimentation et de revenus. Les objectifs immédiats du projet sont de démontrer la viabilité commerciale des systèmes d'élevage de chanos en cages et en étang; d'élaborer des technologies d'un bon rapport de coût-efficacité pour la production et l'approvisionnement d'intrants (production de semences et production d'aliments pour poissons sur l'exploitation), ainsi que pour la gestion de l'engraissement, les opérations après récolte et la commercialisation; d'utiliser le main-d'œuvre locale pour permettre aux communautés de disposer d'un approvisionnement constant en chanos; et de former les membres des communautés qui le souhaitent à la gestion et au fonctionnement des systèmes d'élevage de chanos en parc et en étang.

Trinité-et-Tobago

Le partenariat entre la FAO et le Gouvernement de Trinité-et-Tobago est axé sur trois domaines prioritaires: i) sécurité alimentaire et nutrition; ii) agriculture et productivité rurale et développement de l'activité commerciale; et iii) modernisation du secteur de l'alimentation et de l'agriculture. La capacité de recueillir et analyser des informations et de les utiliser pour élaborer des stratégies

futures est un aspect important du développement du secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La FAO travaille avec le gouvernement pour améliorer les données et les informations agricoles, notamment en contribuant à l'élaboration d'un plan sur un an visant à doter le pays d'une Division nationale des données et de l'information sur l'agriculture, et à élaborer des directives opérationnelles pour les systèmes, les processus, la planification des programmes et les protocoles de la Division, ainsi qu'un plan stratégique et un programme de travail pour la Division. D'autres projets en cours concernent l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région, l'agrandissement d'une installation de séchage du cacao pour l'Association des producteurs de cacao de Tobago, et l'amélioration de la gestion des forêts et des zones protégées.

Tuvalu

La FAO collabore actuellement avec le Gouvernement de Tuvalu sur le développement d'un système d'aquaculture communautaire et de gestion des pêches côtières. Ce projet soutiendra le développement de l'aquaculture artisanale, en améliorant les compétences des aquaculteurs traditionnels, en fournissant de nouvelles techniques de pêche, en mobilisant des ressources dans le secteur de la pêche hauturière et en gérant les pêches côtières et hauturières pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans le pays.

Vanuatu

Comparé à d'autres pays comme les Fidji et Tonga, Vanuatu accuse un retard sur le plan de la production maraîchère et de l'établissement des réseaux nécessaires pour faciliter la commercialisation de ses produits. Alors qu'il y a dans le pays de très nombreuses variétés indigènes de légumes parfaitement adaptées aux conditions locales, la production est généralement concentrée sur un éventail restreint de variétés. Le Gouvernement de Vanuatu a sollicité une assistance technique de la FAO pour former ou recycler les agriculteurs afin d'améliorer leurs connaissances dans le domaine de la production maraîchère. Le projet mettra sur pied des essais et des démonstrations en champ et organisera des formations sur les exploitations sur la sélection et la qualité des semences, les variétés à pollinisation libre et d'autres sujets pertinents. Le projet collaborera aussi avec d'autres parties prenantes (institutions gouvernementales, secteur privé et ONG)

Zambie

La FAO collabore activement avec le Gouvernement zambien sur plusieurs domaines prioritaires, dont la diversification des cultures, la transformation ou la création de valeur ajoutée, l'irrigation, la lutte contre les maladies animales, les statistiques agricoles; la gestion des pêches, des forêts et des ressources naturelles. Les programmes de la FAO dans le pays visent principalement à créer des systèmes alimentaires plus durables et

plus efficaces. Un projet récent sur la promotion de la transformation agro-alimentaire auprès des petits exploitants se concentre sur la réduction des pertes après récolte, en accroissant la durée de conservation des produits pour garantir la sécurité alimentaire, et sur la création de la valeur ajoutée grâce à la transformation. La FAO aide également le gouvernement à promouvoir l'agriculture intelligente face au climat en élaborant et en mettant en place des pratiques, des politiques et des investissements dans ce domaine, puis en formulant des cadres stratégiques et des propositions d'investissement. La Zambie possède d'immenses ressources pour l'élevage, c'est pourquoi la protection de la santé animale est une priorité. La FAO a animé avec succès plusieurs ateliers dirigés par des épidémiologistes vétérinaires et d'autres experts locaux en vue de former des vétérinaires, techniciens de laboratoire et assistants vétérinaires aux techniques de lutte contre les maladies animales.

Zimbabwe

L'agriculture demeure un des principaux moteurs de l'économie du Zimbabwe, avec une part dans le PIB de 14-18 pour cent. Pour aider à améliorer le développement agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays, la FAO a mis en place plusieurs projets conjointement avec le gouvernement et d'autres partenaires stratégiques. Les réalisations récentes concernent: la fourniture d'une assistance technique pour la préparation du Programme d'investissement agricole du Zimbabwe, du document sur la politique d'irrigation et du Cadre relatif à l'agriculture sous contrat; la formation de 164 négociants en produits agricoles participant au programme d'intrants de la FAO aux techniques de manipulation des intrants et à la gestion d'entreprise; un projet d'appui à 47 800 agriculteurs grâce à des bons d'achats d'intrants pour l'élevage et les cultures; l'appui à 2 400 exploitants agricoles sous contrat, qui a permis d'élever leur rendement moyen en maïs à 4 tonnes par hectare, alors que le rendement national moyen était de 0,6 t/ha; la fourniture de 260 000 doses de vaccins contre la fièvre aphteuse et de 475 000 autres contre l'Anthrax en faveur des éleveurs de bétail; la conduite d'une formation de formateurs sur la production animale et végétale, et l'élaboration de directives techniques; la remise en état de 365 points d'eau creusés pour abreuver le bétail dans neuf districts. Dans les années à venir, la FAO continuera à rechercher des possibilités d'appuyer les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, en particulier en renforçant les institutions de recherche et de vulgarisation et en améliorant les ouvrages d'irrigation, ce qui devrait contribuer à améliorer la production et la productivité.

*Photos de couverture (de gauche à droite):
©FAO/Giuseppe Bizzarri, ©FAO/J. Ciganovic, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/A.K. Kimoto*

Le partenariat de la FAO avec les pays ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) est axé sur des enjeux cruciaux pour les régions concernées et il a pour but d'aider les pays ACP à atteindre leurs objectifs en matière de développement durable, de croissance économique, de paix et de stabilité, mais aussi de consolider l'unité et la solidarité dans ses États Membres.

Cette collaboration a débouché sur un certain nombre d'initiatives réussies, telles que le Programme d'action contre la désertification. Cette initiative a été lancée en 2014 pour lutter contre la faim et la pauvreté en renforçant la stabilité et la résilience au changement climatique dans quelques-unes des zones les plus vulnérables au monde. Le programme, d'une durée de 4 ans et demi, dont le coût est évalué à 41 millions d'euros, renforce les pratiques de gestion durable des terres au profit de plus de 70 pour cent des habitants des zones arides et des autres écosystèmes fragiles des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui tirent leurs moyens d'existence des ressources naturelles.

"Le groupe des pays ACP est un puissant allié de la FAO dans notre mission commune d'assurer la sécurité alimentaire, le développement durable et la croissance économique des régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique."

José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Tél: (+39) 06 57051

Fax: (+39) 06 570 53152

Courriel: FAO-HQ@fao.org

Site Web: www.fao.org